

L'activité des offices publics de conciliation en 2012

L'office fédéral et les offices

cantonaux de conciliation

peuvent, sur demande, s'entre-

mettre dans les conflits collectifs

de travail. Il n'existe, cependant,

pas de conciliation obligatoire. Les associations professionnelles

peuvent refuser les propositions

qui leur sont faites. Dans la pra-

tique, les conflits collectifs de

travail portent le plus souvent sur

le renouvellement ou la conclu-

sion d'une nouvelle convention

collective de travail ou sur des

questions de salaire.

L'activité des offices de conciliation est un service que l'État met à la disposition des associations professionnelles. Les partenaires sociaux incapables de régler leurs différends collectifs peuvent ainsi bénéficier d'un forum de discussion où l'État cherche à les concilier. À la demande expresse des parties, l'office de conciliation peut aussi rendre des sentences arbitrales contraignantes.

Compte tenu du nombre de conventions collectives de travail existantes et de conflits collectifs enregistrés, les offices de conciliation ont été relativement peu sollicités, encore que cela ait beaucoup varié d'un canton à l'autre.

Les offices cantonaux de conciliation

Au cours de l'année 2012, 24 procédures de conciliation ou d'arbitrage ont été introduites (25 l'année précédente). Sur ce nombre, 22 *procédures de conciliation* (23 l'année précédente) ont eu lieu: une a été introduite d'office, quatre l'ont été à la requête de l'employeur, seize à celle des travailleurs et une a été une requête conjointe des employeurs et des travailleurs. Deux *procédures d'arbitrages* ont eu lieu (comme l'année précédente): l'une et l'autre en vertu de clauses d'arbitrage insérées dans une convention collective de travail (et donc aucune à la requête des parties pour faire suite à la procédure de conciliation). Les 24 *procédures* se répartissent comme suit entre les cantons: Berne 2; Fribourg 2; Genève 9; Neuchâtel 1; Vaud 5; Tessin 5.

Quatorze *conflits collectifs* ont été réglés (dix l'année précédente): huit par arrangement direct entre les parties en cours d'instance, quatre par acceptation de la proposition de l'office et deux par sentence arbitrale.

Dix *conflits collectifs* n'ont pas été réglés (quatorze l'année précédente): trois en raison de l'incompétence de l'office, un en raison de la rupture de pourparlers présumés vains par les travailleurs, un en raison du refus d'accepter une procédure de conciliation par les deux parties, deux en raison du refus d'accepter une procédure de conciliation par les employeurs, deux en raison du refus d'accepter une procédure de concilia-

tion par les travailleurs, et un en raison du refus d'accepter une procédure de conciliation par les deux parties.

L'ensemble de ces conflits a touché 160 entreprises (62 l'année précédente) comptant au total 8261 travailleurs (3624 l'année précédente). trois cas signalés par les offices cantonaux de conciliation (deux l'année précédente) ont donné lieu à des grèves.

Branches économiques/cantons

Les 25 procédures de conciliation et d'arbitrage se sont réparties de la manière suivante entre les branches et les cantons:

- *hébergement médicalisé*: Fribourg 2;
- *catering*: Genève 2;
- *commerce de détail non alimentaire*: Genève 1;
- *garages*: Genève 1;
- *industrie pharmaceutique*: Genève 1;
- *location de voitures*: Genève 1;
- *mécatronique*: Genève 1;
- *services auxiliaires de transports*: Genève 1;
- *transports aérien*: Genève 1;
- *santé*: Neuchâtel 1;
- *secteur social*: Tessin 2;
- *commerce*: Tessin 2;
- *industrie*: Tessin 1;
- *pharmaceutique*: Vaud 1;
- *médicosocial*: Vaud 3;
- *agroalimentaire*: Vaud 1.

Les objets du litige étaient le renouvellement ou la conclusion d'une convention collective de travail (5), des négociations liées à une convention collective de travail (7), le plan social (3), les salaires (3), d'autres questions relatives aux rapports de travail (6).

Office fédéral de conciliation

L'Office fédéral de conciliation n'a pas été institué en 2012 (comme l'année précédente).



Luisa Sestito

Secteur Conventions collectives et relations du travail, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne